



**HAL**  
open science

# Insécurité : sortir des discours convenus, questionner l'évolution de la société française

Laurent Mucchielli

► **To cite this version:**

Laurent Mucchielli. Insécurité : sortir des discours convenus, questionner l'évolution de la société française. *SERVIR - Alumni de l'ENA et de l'INSP*, 2023, La Justice face aux attentes de la société, 521, pp.58-62. halshs-04169807

**HAL Id: halshs-04169807**

**<https://shs.hal.science/halshs-04169807>**

Submitted on 24 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Mucchielli, Laurent. « Insécurité : sortir des discours convenus, questionner l'évolution de la société française », *Servir*, vol. 521, no. 3, 2023, pp. 58-62.**

# Insécurité : sortir des discours convenus, questionner l'évolution de la société française

Laurent MUCCHIELLI <sup>1</sup>

La fin de l'année 2022 et le début de 2023 ont vu le retour au premier plan des questions d'« insécurité » ou de « violence » dans le débat public. A en croire le gouvernement actuel, ces dernières augmenteraient et les trafics de drogues gangrèneraient toute la société, ce qui nécessiterait une nouvelle loi de programmation sur la sécurité. Dans le même temps, les chaînes de télévisions, que regardent en moyenne 44 millions de Français tous les jours, ne cessent de « monter » les faits divers criminels à la Une. Après avoir regardé le « JT de 20 heures », beaucoup terminent ensuite leur soirée en regardant des séries policières ou des publi-reportages sur la valeureuse lutte de nos policiers et gendarmes contre les infâmes délinquants. Enfin l'on voit fleurir des sondages constatant que la majorité des sondés est inquiète face à ces questions. De là à penser qu'il existe des liens forts entre les agendas politiques et médiatiques, et que ce type de sondages d'opinion ne fait qu'entériner l'orientation donnée au débat public, il n'y qu'un pas.

L'auteur de ces lignes observe le débat médiatico-politique sur « l'insécurité » depuis les années 1990 et constate que ce sont les mêmes discours qui reviennent inlassablement. Les grands médias mettent en avant les mêmes faits divers criminels qui suscitent les mêmes commentaires affligeants tels que « la société est de plus en plus violente », « les jeunes n'ont plus aucun repère ni limite », « la justice est laxiste », « le trafic de drogue gangrène toute la société », quand ce n'est pas de « la faute aux immigrés » <sup>2</sup>. En d'autres termes, le débat public est dominé par des généralités proches du café du commerce.

Pour ne parler que de l'époque contemporaine, c'est au milieu des années 1970 que le thème de « l'insécurité » est revenu aux premières places des sujets récurrents du débat politico-médiatique, parfois même à la toute première place comme pendant la séquence électorale allant

---

<sup>1</sup> Directeur de recherche au CNRS (MESOPOLHIS, UMR 7064, CNRS, Aix-Marseille Université & Sciences-Po Aix). Dernier ouvrage publié : *Défendre la démocratie : une sociologie engagée*, Bastia, éditions Eoliennes, 2023.

<sup>2</sup> L'analyse scientifique de la délinquance juvénile conduit à de toutes autres conclusions : D. Bibard, L. Mucchielli, « Qui sont les adolescents délinquants ? Étude des dossiers de jeunes pris en charge par la justice à Marseille », *Insanyat. Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, 2019, n°1-2, p. 43-66.

des municipales de 2001 aux présidentielles de 2002<sup>3</sup>. « L'insécurité » est en effet avant tout un thème politico-électoral. Criez qu'elle ne cesse d'augmenter, pour mieux se poser en rempart, est une des *postures politiques* les plus vieilles du monde. Mais ces discours, si simplistes soient-ils, seraient-ils malgré tout le reflet d'une réalité ? Il existe des outils permettant de l'objectiver au moins en partie. Encore faut-il les maîtriser.

### ***Les mots, les choses et la pesée statistique***

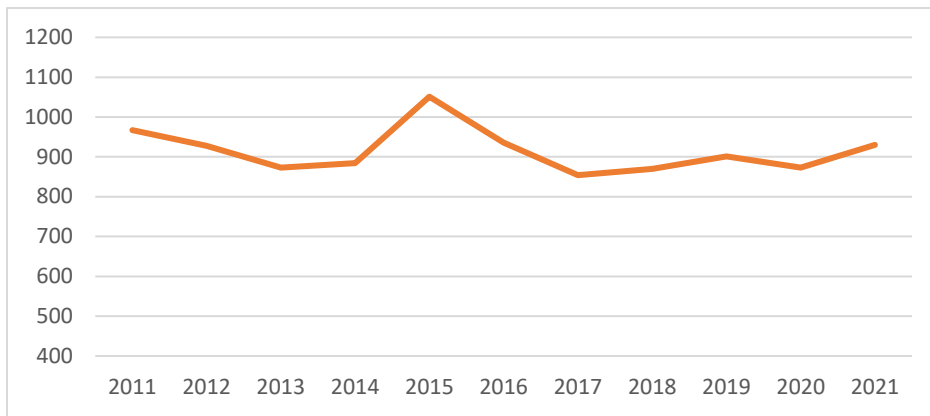
Objectiver le réel suppose *a minima* deux conditions. La première est d'utiliser des catégories appropriées, des mots qui correspondent aux choses. « La violence » est une expression qui n'a aucun sens puisqu'on y met aussi bien une simple insulte qu'un meurtre. « L'insécurité » est encore plus vague et subjective. On parlera en revanche de choses précises : homicide, cambriolage, dégradation de véhicule, vol de voiture ou de scooter, escroquerie à la carte bancaire, fraude fiscale, etc. La deuxième condition est la maîtrise des données quantitatives. Nul ne peut prétendre être sérieux s'il ignore encore qu'il existe deux ensembles de données à comparer : d'une part les statistiques des administrations d'Etat (police, gendarmerie, justice) qui ne constituent pas un recensement de la réalité mais le comptage des procédures que ces fonctionnaires engagent sous l'influence non seulement des plaintes des victimes mais aussi des politiques du moment et des changements de la loi, d'autre part les enquêtes en population générale (ici les enquêtes de victimation) qui, elles, s'efforcent au contraire de recenser le réel indépendamment de l'action des pouvoirs publics<sup>4</sup>.

Commençons le survol par les violences les plus graves : les homicides. Ici, pas d'enquête en population générale, seulement une source policière qu'analyse et publie le service statistique du ministère de l'Intérieur (*Interstat*). Le graphique 1 donne le résultat de la mise en série sur les dix dernières années. On constate qu'il n'y a pas d'évolution. Les homicides sont stables, à l'exception du pic de 2015 correspondant aux attentats de Paris.

---

<sup>3</sup> Sur cette histoire contemporaine, on lira L. Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de « l'insécurité »*, Paris, La Découverte, 2010 ; et L. Mucchielli, *L'invention de « la violence ». Des peurs, des chiffres, des faits*, Paris, Fayard, 2011.

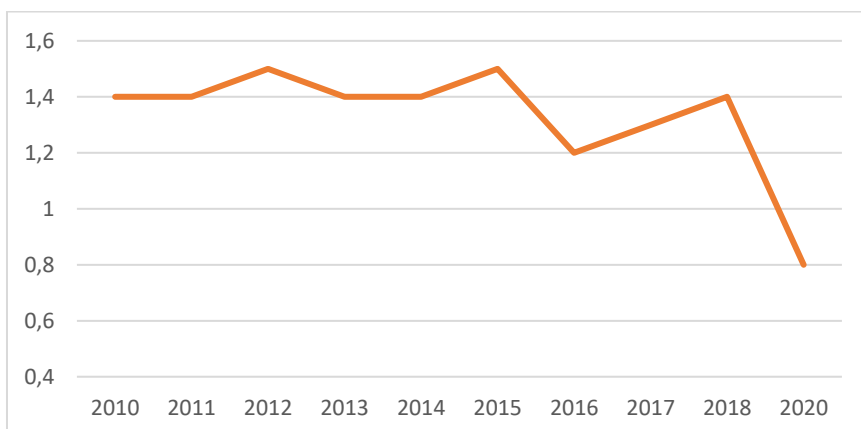
<sup>4</sup> Tout commentateur se voulant sérieux doit également connaître et utiliser le site Internet créé par des chercheurs scientifiques pour mettre en série ces chiffres et les interpréter correctement : <https://oscj2.cesdip.fr/>



**Graphique 1 : l'évolution des homicides en France de 2011 à 2021**

Source : ministère de l'Intérieur, Interstats. Champ : France entière

Passons aux violences physiques non mortelles. Il faut utiliser ici les enquêtes de victimation (qui enregistrent les déclarations des citoyens année après année) et non la série policière trop influencée par les changements législatifs (la loi ne cessant d'élargir la définition des infractions et d'alourdir leur qualification juridique, on ne compte plus les mêmes choses d'une année sur l'autre), par les politiques de sécurité du moment (les priorités données à l'action répressive) et les évolutions du comportement de plainte des victimes (qui dénoncent de plus en plus des violences autrefois cachées ou tolérées comme les violences conjugales et intra-familiales<sup>5</sup>). Ces enquêtes distinguent les violences survenues au sein du ménage et en dehors, chez les personnes âgées de 14 ans et plus. La mise en série sur les dix dernières années disponibles (sachant que les confinements de 2020 ont empêché la réalisation de l'enquête annuelle rétrospective, 2019 est donc manquante), donne ceci :

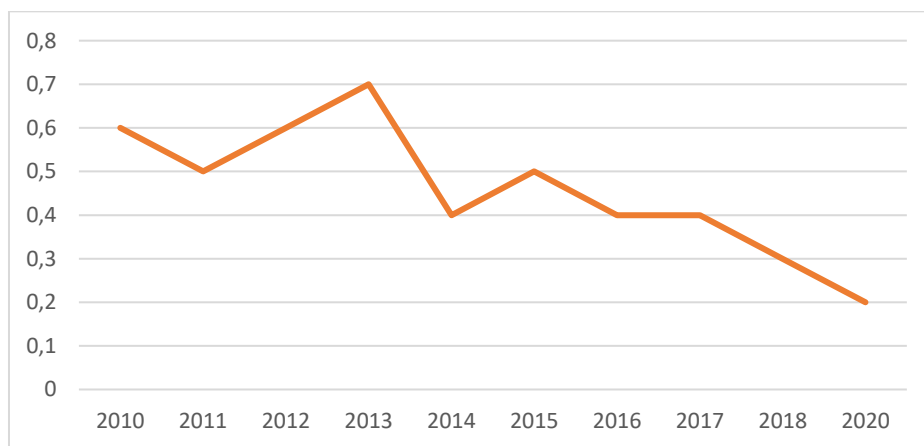


**Graphique 2 : l'évolution de la proportion de victimes de violences hors ménage, âgées de 14 ans et plus, en France de 2010 à 2020**

<sup>5</sup> A chaque scandale éclatant dans le débat public et suscitant des mobilisations (par exemple les mouvements « me too » et « balance ton porc »), il s'en suit une hausse des plaintes car la parole se libère.

Source : enquête Cadre de Vie et Sécurité (année 2019 manquante). Champ : France métropolitaine

On constate que, avant les années Covid, il n’y avait aucune évolution significative de la proportion de personnes déclarant avoir été agressées en dehors de leur ménage <sup>6</sup>. Enfin, observons la courbe des vols avec violence ou menace déclarés par nos concitoyens sur la même période (et avec la même inconnue concernant l’année 2019). Ici non plus, l’on ne voit rien qui confirme les discours catastrophistes saturant le débat politico-médiatique, bien au contraire.



**Graphique 3 : l'évolution de la proportion de victimes de vols avec violences, âgées de plus de 14 ans, en France de 2010 à 2020**

Source : enquête Cadre de Vie et Sécurité (année 2019 manquante). Champ : France métropolitaine

L'impression d'ensemble qui se dégage de ces données contredit l'idée si couramment admise d'une augmentation continue des problèmes. Le constat est au contraire une stabilité globale. La seule hausse continue signalée à la fois par les statistiques de police et de gendarmerie et par les enquêtes de victimation concerne les escroqueries, en particulier celles qui sont liées à la généralisation des paiements en ligne, conséquence fatale de la numérisation croissante de toutes les opérations administratives et commerciales de la vie quotidienne.

### ***Une autre façon de penser les questions de sécurité et de justice***

A distance des peurs et des discours naïfs ou intéressés qu'elles suscitent, l'analyse sociologique permet de « remettre l'église au centre du village ». Loin d'être saisie par une flambée de violences, la société française est bien plutôt prise dans une série d'évolutions qui transforment

---

<sup>6</sup> L'année 2020 est particulière. Marquée par deux confinements inédits dans l'histoire de la République, elle a connu logiquement une baisse spectaculaire de la délinquance de voie publique, ainsi qu'une augmentation des violences intra-familiales. Il faut donc s'attendre à un rattrapage de niveau en 2021-2022.

le regard porté sur des comportements qui n'ont, eux, rien de nouveau. La vie sociale ordinaire n'a probablement jamais été aussi *peu* violente au regard des siècles passés. Nous constatons le recul continu de l'usage de la violence interpersonnelle comme issue aux conflits ordinaires de la vie quotidienne <sup>7</sup>. Et si certains ont parfois sincèrement le sentiment du contraire, c'est que notre société ne supporte plus la violence, ne lui accorde plus de légitimité, ne lui reconnaît plus de sens. Du coup, les comportements changent de statut. Ce qui était regardé jadis comme normal ou tolérable devient anormal et intolérable : violences sexuelles, violences conjugales, maltraitements à enfants, bagarres entre groupes d'adolescents, agressions à caractère raciste ou homophobe... Tout ceci n'a rien de nouveau et ne connaît aucune évolution dramatique. Mais nous le tolérons de moins en moins et nous le judiciarisons de plus en plus, ce qui est totalement différent. Dès lors, le problème n'est pas la prétendue explosion permanente de la violence (qui relève clairement du fantasme ou du discours politisé), mais la fragilisation progressive des relations sociales dans le tissu desquelles surviennent les conflits porteurs de violence potentielle. Notre société, urbaine, de consommation, semble de plus en plus incapable de gérer les conflits qui surviennent du fait notamment de l'anonymat croissant de la vie sociale et donc de l'isolement des individus. Faute d'interconnaissance, d'entraide et de médiation privée ou publique, les individus se retrouvent seuls entre eux pour réguler leurs conflits et n'ont d'autre solution, s'ils ne parviennent pas à s'entendre, que de saisir la puissance publique. Celle-ci enregistre leur plainte (ce qui produit donc une augmentation de ses chiffres d'activité) et y répond tant bien que mal. Des politiciens en profitent pour crier à l'insécurité croissante. Des lois sont votées qui pénalisent toujours plus les comportements et renforcent la prise en charge des plaintes, ce qui fera fatalement augmenter encore les chiffres <sup>8</sup>, sans changer quoi que ce soit à la réalité des problèmes <sup>9</sup>. Qui ne comprend qu'il s'agit d'un cercle vicieux sans fin et qu'il serait grand temps d'élever notre niveau de réflexion si nous voulons réellement améliorer la vie quotidienne de nos concitoyens ?

---

<sup>7</sup> On ne parle pas ici des violences politiques (manifestations de rue, émeutes, violences d'Etat, terrorisme, etc.) qui requièrent d'autres outils d'analyse. Sur ces sujets, en revanche, il est manifeste que la société française connaît un regain de tensions, comme l'a illustré le mouvement des Gilets jaunes et sa violente répression policière.

<sup>8</sup> Nous avons fait la même démonstration concernant la délinquance des mineurs : L. Mucchielli, « Délinquance et justice des mineurs en France : la construction juridique et statistique d'un problème social », *Insanyat. Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, 2019, n°1-2, p. 25-42.

<sup>9</sup> C'est ainsi que les politiciens prétendent depuis des décennies qu'avec eux les trafics de drogues seront enfin éradiqués. La réalité est qu'ils persistent, y compris dans les quartiers où ont été concentrés des opérations policières qui n'ont d'impact qu'à court terme : C. Allaria, L. Mucchielli et P.-O. Weiss, « Évaluation d'une politique de sécurité. La 'méthode globale' des zones de sécurité prioritaires », in L. Mucchielli, E. Raquet (dir.), *Délinquances, police, justice. Enquêtes à Marseille et en région PACA*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2016, p. 167-188.